

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 7 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen,
Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 93 — 2125

[C — 29381]

7 JUILLET 1993. — Décret portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Constitution, siège, objet et durée des sociétés

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée à l'article 59bis de la Constitution en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « Communauté » : la Communauté française;
- 2° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 3° « bâtiments scolaires » : les biens immeubles, bâtis ou non, hébergeant en tout ou en partie les établissements scolaires, internats ou centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement à l'exclusion de l'enseignement supérieur.

Art. 3. En vue d'optimiser l'administration des biens immeubles affectés à l'enseignement de la Communauté et à l'enseignement officiel subventionné, il est constitué cinq sociétés de droit public dotées de la personnalité juridique et dénommées comme suit :

- 1° la « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant Wallon », dont le ressort territorial correspond à l'arrondissement administratif de Nivelles;
- 2° la « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut », dont le ressort territorial correspond à la province de Hainaut;
- 3° la « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur », dont le ressort territorial correspond à la province de Namur;
- 4° la « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège », dont le ressort territorial correspond à la province de Liège, à l'exception du territoire de la région de langue allemande;
- 5° la « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Luxembourg », dont le ressort territorial correspond à la province de Luxembourg.

Chaque société établit son siège dans son ressort territorial.

Art. 4. § 1er. Les sociétés visées à l'article 3 sont créées conjointement avec la Communauté.

La majorité des voix au conseil d'administration est attribuée à la Région wallonne.

§ 2. Après leur constitution, les sociétés peuvent associer d'autres pouvoirs publics, notamment les provinces et les communes situées dans leur ressort, qui organisent un enseignement primaire ou secondaire.

En aucun cas, cette association ne peut avoir pour résultat que la Région wallonne cesse de disposer de la majorité absolue des voix au conseil d'administration.

Art. 5. § 1er. Chacune des sociétés visées à l'article 3 a pour mission exclusive d'assurer, sans but de lucre, l'administration de bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, situés dans son ressort.

§ 2. A l'effet de remplir la mission générale prévue au § 1er, la Communauté transfère des bâtiments scolaires à chaque société, moyennant indemnité.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil 167 (1992-1993) Nos 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique du 7 juillet 1993

Discussion. — Vote.

Le Gouvernement arrête la liste des bâtiments transférés visés à l'alinéa 1er et les modalités de leur transfert.

Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers, sans autre formalité, dès l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Toutefois, la Communauté reste seule tenue des obligations relatives aux biens transférés, en ce compris celles qui résultent de procédures judiciaires en cours ou à venir.

§ 3. La société ne peut aliéner que les biens qui cessent d'être nécessaires à l'hébergement des établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement, organisé par les pouvoirs publics et, de l'accord, à la majorité absolue, des représentants du Gouvernement au conseil d'administration.

§ 4. Chacune des sociétés peut également étendre sa mission à la gestion, à l'acquisition, à la construction, aux travaux de modernisation, d'agrandissement, d'aménagement et d'entretien des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné ainsi qu'au premier équipement de ceux-ci.

A cet effet, elle peut acquérir des bâtiments scolaires affectés à l'enseignement officiel subventionné.

Elle peut, en outre, assurer la gestion des bâtiments scolaires des provinces et des communes situés dans son ressort lorsque ces dernières lui en confient la gestion par convention.

§ 5. Les sociétés visées à l'article 3 peuvent accomplir toutes opérations se rattachant à leur objet.

Elles sont habilitées à contracter des emprunts, isolément ou conjointement.

Art. 6. A l'égard des biens visés à l'article 5, § 2, la Communauté assume les missions prévues par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté, selon des modalités convenues entre le Gouvernement et chacune des sociétés, dans le respect de l'ensemble des dispositions du décret précité.

CHAPITRE II. — *Composition et fonctionnement*

Art. 7. § 1er. Chaque société est administrée par un conseil d'administration composé de treize membres, dont un président et un vice-président.

Les administrateurs sont désignés, chacun pour ce qui les concerne, par le Gouvernement et le Gouvernement wallon.

Ceux désignés par le Gouvernement wallon le sont en proportion des groupes politiques reconnus au sein du Conseil régional wallon et, en tout cas, de manière à garantir au moins un représentant par groupe politique reconnu.

Le conseil d'administration est renouvelé entièrement au plus tard dans les six mois qui suivent le renouvellement intégral des assemblées dont ils émanent.

La gestion journalière peut être déléguée par le conseil d'administration.

§ 2. Sans préjudice de l'article 4, les statuts règlent l'attribution des voix aux divers associés sans que le nombre de voix attribuées à la Communauté soit inférieur à trois.

§ 3. La voix d'un administrateur est incompatible avec celle de membre d'un gouvernement communautaire ou régional ou du collège de la Commission communautaire française.

§ 4. Les émoluments éventuels des administrateurs sont arrêtés conjointement par le Gouvernement et le Gouvernement wallon.

Art. 8. Dans le délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement arrête les statuts de chacune des cinq sociétés, sur avis conforme du Gouvernement wallon.

Les statuts comportent, au moins, les dispositions et mentions suivantes :

- 1° la désignation des associés;
- 2° la dénomination de la société, conformément à l'article 3, alinéa 1er;
- 3° l'indication du siège, fixé conformément à l'article 3, alinéa 2;
- 4° l'objet, conformément à l'article 5;
- 5° la désignation des personnes physiques autorisées à administrer, engager et représenter la société, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer sous le contrôle du conseil d'administration;
- 6° le début et la fin de chaque exercice social;
- 7° la durée du mandat des administrateurs et leur remplacement en cas de démission, de révocation et de décès;
- 8° l'attribution des voix aux divers associés;
- 9° la création et les modalités de fonctionnement, dans le cas d'association, de plus de trois des pouvoirs publics visés à l'article 4, § 2, d'un organe de représentation de ces derniers.

Le conseil d'administration de chacune des sociétés, statuant à la majorité absolue des membres présents et des représentants présents du Gouvernement, peut modifier les statuts.

Le Gouvernement approuve ces modifications sur avis conforme du Gouvernement wallon.

CHAPITRE III. — *Contrôle et surveillance*

Art. 9. § 1er. Chaque société est soumise au pouvoir de contrôle de deux commissaires désignés respectivement par le Gouvernement et le Gouvernement wallon.

Les commissaires assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration de la société et disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 2. Chacun des commissaires dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts et à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément aux statuts, auquel cas, le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

§ 3. Chaque commissaire exerce son recours auprès du Gouvernement qui l'a désigné dans les conditions et selon les modalités fixées par ce dernier.

Lorsque le recours est exercé auprès du Gouvernement wallon, ce recours est notifié le même jour au Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision sur avis conforme du Gouvernement wallon dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au § 2. Si passé ce délai, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision ou n'a pas reçu l'avis conforme du Gouvernement wallon, la décision devient définitive.

§ 4. La décision d'annulation est motivée et notifiée à la société.

CHAPITRE IV. — *Budget et comptes*

Art. 10. Les ressources des sociétés créées en vertu de l'article 3 ou de l'article 12 sont notamment les suivantes :

- 1° des subventions accordées par les associés;
- 2° des recettes générées par la gestion du patrimoine;
- 3° des dons et des legs;
- 4° des emprunts.

Art. 11. Chaque année, dans le courant du premier trimestre, le conseil d'administration établit le budget.

L'année budgétaire coïncide avec l'année civile. Il présente le budget pour approbation conjointe au Gouvernement et au Gouvernement wallon ainsi que, pour information, des situations périodiques et un rapport annuel des activités de la société.

Il dresse, pour le 30 avril au plus tard, les comptes annuels d'exécution de son budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et propose au Gouvernement et au Gouvernement wallon qui les arrêtent conjointement, les comptes de la société.

Pour l'année budgétaire 1993, le budget est établi dans le courant du troisième trimestre et les comptes annuels de son exécution pour le 31 décembre.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières*

Art. 12. Seul un décret peut habilitier chaque société visée à l'article 3 aux fins de créer ou de s'associer à la création de sociétés de droit public dont la mission comprend, en tout cas, l'acquisition, la valorisation, l'entretien, la gestion et la réalisation, sans but de lucre, des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Les ressorts des sociétés visées à l'alinéa 1er sont arrêtés par le Gouvernement. Ces ressorts sont entièrement contenus dans les limites territoriales fixées à l'article 3.

Les statuts des sociétés visées à l'alinéa 1er doivent être approuvés par le Gouvernement, de l'avis conforme du Gouvernement wallon.

Ils prévoient notamment que les sociétés ne peuvent aliéner que les biens qui cessent d'être nécessaires à l'hébergement des établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Les provinces et les communes peuvent être associées à la constitution de ces sociétés.

Art. 13. Les sociétés créées par ou en vertu du présent décret peuvent, moyennant l'autorisation du Gouvernement, exproprier pour cause d'utilité publique conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

Le Ministre des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 93 — 2125

[C — 29381]

7. JULI 1993. — Dekret zur Gründung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I — Gründung, Sitz, Gegenstand und Dauer der Gesellschaften

Artikel 1. Vorliegendes Dekret regelt ein in Artikel 59bis der Verfassung erwähntes Sachgebiet gemäß Artikel 59quinquies der Verfassung.

(1) Sitzungsperiode 1992-1993.

Ratsdokumente 167 (1992-1993) Nrs. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 7. Jul. 1993.

Diskussion. — Abstimmung.

Art. 2. Im Sinne vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1° « Gemeinschaft » : die Französische Gemeinschaft.

2° « Regierung » : die Regierung der Französischen Gemeinschaft.

3° « Schulgebäude » : die gebauten oder nicht gebauten Immobilien, die ganz oder teilweise als für den Unterricht mit Ausnahme des Hochschulunterrichts bestimmte Unterrichtsanstalten, Internate und psycho-medizinisch-soziale Zentren dienen.

Art. 3. Zwecks der Optimierung der Verwaltung der für den Unterricht der Gemeinschaft und den subventionierten offiziellen Unterricht bestimmten Immobilien werden fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts mit Rechtspersönlichkeit gegründet, die wie folgt genannt werden :

1° die « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant Wallon » (öffentliche Gesellschaft für die Verwaltung der Schulgebäude des Wallonischen Brabants), deren Zuständigkeitsgebiet dem Verwaltungsbezirk Nivelles entspricht;

2° die « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut » (öffentliche Gesellschaft für die Verwaltung der Schulgebäude von Hennegau), deren Zuständigkeitsgebiet der Provinz Hennegau entspricht;

3° die « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur » (öffentliche Gesellschaft für die Verwaltung der Schulgebäude von Namur), deren Zuständigkeitsgebiet der Provinz Namur entspricht;

4° die « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège » (öffentliche Gesellschaft für die Verwaltung der Schulgebäude von Lüttich), deren Zuständigkeitsgebiet der Provinz Lüttich entspricht, mit Ausnahme des Gebiets der Deutschsprachigen Region;

5° die « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Luxembourg » (öffentliche Gesellschaft für die Verwaltung der Schulgebäude von Luxemburg), deren Zuständigkeitsgebiet der Provinz Luxemburg entspricht.

Jede Gesellschaft legt ihren Sitz innerhalb ihres Zuständigkeitsgebiets fest.

Art. 4. § 1. Die in Artikel 3 erwähnten Gesellschaften werden gemeinsam mit der Gemeinschaft gegründet.

Die Wallonische Region erhält die Stimmenmehrheit im Verwaltungsrat.

§ 2. Nach ihrer Gründung können die Gesellschaften andere öffentliche Behörden, insbesondere die innerhalb ihres Zuständigkeitsgebiet gelegenen Provinzen oder Gemeinden, die einen primären oder sekundären Unterricht organisieren, beteiligen.

Diese Beteiligung darf keinesfalls zur Folge haben, daß die Wallonische Region aufhört, über die absolute Stimmenmehrheit im Verwaltungsrat zu verfügen.

Art. 5. § 1. Jede in Artikel 3 a erwähnte Gesellschaft hat als ausschließliche Aufgabe, die innerhalb ihres Zuständigkeitsgebiets gelegenen Schulgebäude des durch die öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts ohne Erwerbzweck zu verwalten.

§ 2. Um die in § 1 erwähnte allgemeine Aufgabe zu erfüllen, überträgt die Gemeinschaft jeder Gesellschaft Schulgebäude gegen Entschädigung.

Die Regierung legt die Liste der in Absatz 1 erwähnten übertragenen Gebäude und die Modalitäten deren Übertragung fest.

Die Übertragungen erfolgen von Rechts wegen. Ab dem Inkrafttreten des in Absatz 2 erwähnten Erlasses sind sie ohne andere Formalität Dritten gegenüber wirksam.

Jedoch behält die Gemeinschaft als einzige die Haftung für die Verpflichtungen betreffs der übertragenen Güter, einschließlich für die Verpflichtungen, die sich aus laufenden oder zukünftigen juristischen Verfahren ergeben.

§ 3. Die Gesellschaft darf im Einverständnis mit der absoluten Mehrheit der Vertreter der Regierung der Französischen Gemeinschaft im Verwaltungsrat nur die Güter veräußern, die als Unterrichtsanstalten, Internate und psycho-medizinisch-soziale Zentren nicht mehr dienen können und die für den von den öffentlichen Behörden organisierten Unterricht bestimmt waren.

§ 4. Jede Gesellschaft darf ebenfalls ihre Aufgabe auf die Verwaltung, die Erwerbung, den Bau, die Modernisierungs-, Vergrößerungs-, Ausstattungs- und Erhaltungsarbeiten der Schulgebäude des subventionierten offiziellen Unterrichts sowie auf deren erste Ausstattung erweitern.

Zu diesem Zweck darf sie für den subventionierten offiziellen Unterricht bestimmte Schulgebäude erwerben.

Sie darf außerdem die Schulgebäude der innerhalb ihres Zuständigkeitsgebiets gelegenen Provinzen und Gemeinden verwalten, wenn diese Provinzen oder Gemeinden sie durch Vereinbarung mit der Verwaltung beauftragen.

§ 5. Die in Artikel 3 erwähnten Gesellschaften dürfen alle Geschäfte, die mit ihrem Gegenstand verbunden sind, vornehmen.

Sie sind berechtigt, Kredite einzeln oder gemeinsam aufzunehmen.

Art. 6. Was die in Artikel 5 § 2 erwähnten Güter betrifft, erfüllt die Gemeinschaft die im Dekret vom 5. Februar 1990 über die Schulgebäude der durch die Gemeinschaft subventionierten bzw. organisierten Nichtuniversitätsunterricht vorgesehenen Aufgaben entsprechend der Modalitäten, die zwischen der Regierung und jeder Gesellschaft vereinbart worden sind, und unter Beachtung der sämtlichen Verfügungen des vorerwähnten Dekrets.

KAPITEL II — Zusammensetzung und Arbeitsweise

Art. 7. § 1. Jede Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus dreizehn Mitgliedern, unter denen einem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden, zusammengesetzt ist.

Die Verwalter werden jeder in seinem Bereich von der Regierung und von der Wallonischen Regierung bezeichnet.

Diejenigen, die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden, werden im Verhältnis zu den innerhalb des Wallonischen Regionalrates anerkannten politischen Gruppierungen bezeichnet und auf jeden Fall so, daß jede anerkannte Gruppierung mindestens von einem Verwalter vertreten sein kann.

Der Verwaltungsrat wird spätestens innerhalb von sechs Monaten nach der ganzen Erneuerung der Versammlungen, aus denen er hervorgeht, erneuert.

Die tägliche Verwaltung darf vom Verwaltungsrat delegiert werden.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 4 legen die Statuten die Zuteilung der Stimmen an die verschiedenen Beteiligten fest; die Gemeinschaft soll jedoch mindestens drei Stimmen erhalten.

§ 3. Das Amt als Verwalter ist unvereinbar mit dem Amt als Mitglied eines gemeinschaftlichen bzw. regionalen Regierung oder des « collège de la Commission communautaire française » (Kollegiums der französischen gemeinschaftlichen Kommission).

§ 4. Die eventuellen Bezüge der Verwalter werden von der Regierung und von der Wallonischen Regierung gemeinsam festgesetzt.

Art. 8. Innerhalb eines Monats ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets bestimmt die Regierung mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung die Statuten jeder der fünf Gesellschaften.

Die Statuten beinhalten mindestens die folgenden Verfügungen und Vermerken :

- 1° die Bezeichnung der Beteiligten;
- 2° den Namen der Gesellschaft, gemäß Artikel 3 Absatz 1;
- 3° die Angabe des gemäß Artikel 3 Absatz 2 festgelegten Sitzes;
- 4° den Gegenstand, gemäß Artikel 5;
- 5° die Bezeichnung der natürlichen Personen, die berechtigt sind, die Gesellschaft zu verwalten, verpflichten und vertreten, sowie den Umfang ihrer Befugnisse und die Art, diese Befugnisse unter der Aufsicht des Verwaltungsrats auszuüben.
- 6° den Anfang und das Ende jedes Geschäftsjahres;
- 7° die Dauer des Mandats der Verwalter und ihre Ersetzung bei Rücktritts-, Dienstentlassungs- oder Todesfall;
- 8° die Zuteilung der Stimmen an die verschiedenen Beteiligten;
- 9° im Falle einer Beteiligung von mehr als drei der in Artikel 4 § 2 erwähnten öffentlichen Behörden, die Schaffung und die Modalitäten der Arbeitsweise eines Vertretungsorganes dieser Behörden.

Der Verwaltungsrat jeder der Gesellschaften, der mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder und Vertreter der Regierung entscheidet, darf die Statuten abändern.

Die Regierung nimmt diese Abänderungen mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung an;

KAPITEL III. — Kontrolle und Aufsicht

Art. 9. § 1. Jede Gesellschaft ist der Aufsichtsmacht von zwei Kommissaren, die von der Regierung bzw. der Wallonischen Regierung bezeichnet werden, unterworfen.

Die Kommissare wohnen den Tagungen des Verwaltungsrates der Gesellschaft mit beratender Stimme bei und verfügen über die erweiterten Befugnisse für die Erfüllung ihrer Aufgabe.

§ 2. Jeder Kommissar verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen begründeten Einspruch gegen jeden Beschluß, der seiner Meinung nach der Gesetzgebung, der Regelung, den Statuten und dem allgemeinen Interesse widerspricht, zu erheben. Der Einspruch ist aufschiebend.

Die viertägige Frist läuft ab dem Tag der Beschlußfassung, außer wenn der betreffende Kommissar nicht verordnungsmäßig der Statuten gemäß geladen worden ist; in diesem Fall läuft die Frist ab dem Tag, an dem der Beschluß ihm per Einschreiben amtlich mitgeteilt wurde.

§ 3. Jeder Kommissar erhebt seinen Einspruch bei der Regierung, die ihn unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die sie festgelegt hat, bezeichnet hat.

Wenn der Einspruch bei der Wallonischen Regierung erhoben wird, wird er am selben Tag der Regierung bekanntgemacht.

Die Regierung kann den Beschluß innerhalb einer dreißigtägigen Frist, die am selben Tag wie die in Absatz 2 vorgesehene Frist anfängt, und mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung aufheben. Wenn die Regierung nach Ablauf dieser Frist die Aufhebung des Beschlusses nicht verkündet oder die Zustimmung der Wallonischen Regierung nicht erhalten hat, wird der Beschluß endgültig.

§ 4. Der Beschluß der Aufhebung wird begründet und der Gesellschaft amtlich mitgeteilt.

KAPITEL IV. — Haushalt und Rechnungsführung

Art. 10. Die Einkommenquellen der gemäß Artikel 2 oder 12 gegründeten Gesellschaften sind unter anderen die folgenden :

- 1° von den Beteiligten gewährte Zuschüsse;
- 2° aus der Vermögenverwaltung entstehende Einnahmen;
- 3° unentgeltliche Zuwendungen und Vermächtnisse;
- 4° Darlehen.

Art. 11. Jedes Jahr legt der Verwaltungsrat im Laufe des ersten Quartals den Haushalt fest.

Das Haushaltsjahr entspricht dem Kalenderjahr. Der Verwaltungsrat legt der Regierung und der Wallonischen Regierung den Haushalt zur gemeinsamen Genehmigung sowie regelmäßige Vermögensaufstellungen und einen jährlichen Bericht der Tätigkeiten der Gesellschaft zur Kenntnisnahme vor.

Er stellt spätestens am 30. April die Ausführungsrechnungen des Haushalts sowie eine Geschäftslage mit den Aktiva und Passiva am 31. Dezember des in Betracht genommenen Jahres auf und legt die Rechnungen der Gesellschaft der Regierung und der Wallonischen Regierung, die sie gemeinsam annehmen, vor.

Für das Haushaltsjahr 1993 wird der Haushalt im Laufe des dritten Quartals festgelegt und die Rechnungen für seine Ausführung werden spätestens am 31. Dezember aufgestellt.

KAPITEL V. — Besondere Bestimmungen

Art. 12. Nur durch ein Dekret kann jede in Artikel 3 erwähnte Gesellschaft berechtigt werden, Gesellschaften öffentlichen Rechts, deren Aufgabe auf jeden Fall aus der Erwerbung, der Aufwertung, der Erhaltung, der Verwaltung und der Errichtung ohne Erwerbzweck von Schulgebäuden des durch die öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts besteht, zu gründen oder sich an deren Gründung zu beteiligen.

Die Zuständigkeitsgebiete der in Artikel 1 erwähnten Gesellschaften werden von der Regierung bestimmt. Diese Zuständigkeitsgebiete befinden sich ganz innerhalb der territorialen Grenzen, die in Artikel 3 festgesetzt sind.

Die Statuten der in Absatz 1 erwähnten Gesellschaften müssen von der Regierung mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

Laut diesen Statuten dürfen nämlich die Gesellschaften nur die Güter veräußern, die als Unterrichtsanstalten, Internate und psycho-medizinisch-soziale Zentren nicht mehr dienen können und die für den von den öffentlichen Behörden organisierten Unterricht bestimmt waren.

Die Provinzen und Gemeinden können an der Gründung dieser Gesellschaften beteiligt werden.

Art. 13. Die Gesellschaften, die durch bzw. aufgrund des vorliegenden Dekrets gegründet worden sind, dürfen mit der Zustimmung der Regierung Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vornehmen, und zwar gemäß der Verfügungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken.

KAPITEL VI. — *Inkrafttreten*

Art. 14. Vorliegendes Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
der Verwaltung und den Bezuschulter Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 93 — 2125

[C — 29381]

7 JULI 1993. — Decreet tot oprichting van vijf publiekrechtelijke vennootschappen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerd onderwijs (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd, en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Oprichting, zetel, onderwerp en duur van de vennootschappen

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 59*bis* van de Grondwet krachtens artikel 59*quinquies* van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet, dient te worden verstaan onder :

1° « Gemeenschap » : de Franse Gemeenschap;

2° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° « schoolgebouwen » : de al dan niet gebouwde onroerende goederen geheel of ten dele bestemd voor de onderwijsinrichtingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra voor onderwijs, met uitzondering van het hoger onderwijs.

Art. 3. Om het beheer te optimaliseren van de onroerende goederen bestemd voor het Gemeenschaps-onderwijs en het door de overheid gesubsidieerd onderwijs worden er vijf publiekrechtelijke vennootschappen met rechtspersoonlijkheid opgericht, die de volgende namen dragen :

1° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon » (publiekrechtelijke vennootschap voor het beheer van de schoolgebouwen van Waals Brabant), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met het administratief arrondissement Nijvel;

2° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut » (publiekrechtelijke vennootschap voor het beheer van de schoolgebouwen van Henegouwen), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Henegouwen;

3° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur » (publiekrechtelijke vennootschap voor het beheer van de schoolgebouwen van Namen), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Namen;

4° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège » (publiekrechtelijke vennootschap voor het beheer van de schoolgebouwen van Luik), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Luik, met uitzondering van het grondgebied van het Duitstalig gewest;

5° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Luxembourg » (publiekrechtelijke vennootschap voor het beheer van de schoolgebouwen van Luxemburg), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Luxemburg.

Elke vennootschap vestigt haar maatschappelijke zetel in haar ambtsgebied.

Art. 4. § 1. De in artikel 3 bedoelde vennootschappen worden gezamenlijk met de Gemeenschap opgericht.

In de raad van beheer wordt de meerderheid der stemmen aan het Waalse Gewest toegekend.

§ 2. Na hun oprichting kunnen de vennootschappen zich verenigen met andere overheden, namelijk de op hun ambtsgebied gelegen provincies en gemeenten, die een lager of secundair onderwijs organiseren.

In geen enkel geval mag deze vereniging tot gevolg hebben dat het Waalse Gewest niet meer over de volstreekte meerderheid der stemmen in de raad van beheer beschikt.

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad, 167 (1992-1993), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare zitting van 7 juli 1993.

Bespreking. — Stemming.

Art. 5. § 1. Iedere van de in artikel 3 bedoelde vennootschappen heeft als exclusief doel het beheer zonder winstbejag van de op zijn ambtsgebied gelegen schoolgebouwen van het door de overheid georganiseerd onderwijs.

§ 2. Om de in paragraaf 1 voorzien algemene opdracht uit te voeren, worden de schoolgebouwen door de Gemeenschap aan iedere vennootschap tegen vergoeding overgedragen.

De lijst van de in het eerste lid bedoelde overgedragen gebouwen en de modaliteiten van hun overdracht worden door de Regering vastgesteld.

De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Er kan ingeroepen worden tegen derden, zonder andere formaliteit, zodra het in het tweede lid bedoelde besluit in kracht treedt.

De Gemeenschap blijft echter alléén gehouden tot de verplichtingen betreffende de overgedragen goederen, met inbegrip van de verplichtingen die voortkomen uit lopende of toekomstige rechtsplegingen.

§ 3. De vennootschap kan enkel goederen vervreemden, die niet meer nodig zijn voor de onderwijs-richtingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra bestemd voor het door de overheid georganiseerd onderwijs, met de instemming, bij volstreekte meerderheid, van de vertegenwoordigers van de Regering in de raad van beheer.

§ 4. Iedere vennootschap kan haar opdracht ook uitbreiden tot het beheer, de aankoop, het bouwen, de modernisatie-, vergrotings-, inrichtings- en onderhoudswerken van de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, alsook tot de eerste uitrusting ervan.

Daarvoor mag zij schoolgebouwen aankopen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Bovendien mag zij het beheer verzekeren van de schoolgebouwen van de provincies en gemeenten van haar ambtsgebied indien zij haar het beheer bij overeenkomst toekennen.

De in artikel 3 bedoelde vennootschappen mogen alle handelingen verbonden aan hun doel uitvoeren.

Zij worden gemachtigd leningen aan te gaan, ieder afzonderlijk of gezamenlijk.

Art. 6. Ten opzichte van de in artikel 5, § 2, geveerde goederen, voert de Gemeenschap de opdrachten uit, die voorzien zijn in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten overeengekomen tussen de Regering en iedere vennootschap, in de naleving van alle bepalingen van genoemd decreet.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling en werking*

Art. 7. § 1. Iedere vennootschap wordt beheerd door een raad van beheer die bestaat uit dertien leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter.

De beheerders worden aangesteld, ieder wat hem betreft, door de Regering en de Waalse Regering.

Diegenen aangesteld zijn door de Waalse Regering zijn aangesteld naar verhouding van de in de Waalse Gewestraad erkende politieke fracties en, in ieder geval, zodat minstens één vertegenwoordiger per erkende politieke fractie gegarandeerd aanwezig is.

De raad van beheer wordt volledig vernieuwd ten laatste binnen zes maanden na de volledige vernieuwing van de lichamen waaruit zij voortkomen.

Het dagelijks beheer kan door de raad van beheer gedelegeerd worden.

§ 2. Onverminderd artikel 4, regelen de statuten de toekenning van de stemmen aan de verscheidene vennoten, zodat het aantal aan de Gemeenschap toegewezen stemmen niet lager dan drie is.

§ 3. De functie van beheerder is onverenigbaar met die van lid van een gemeenschaps- of gewestregering of van het college van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 4. De eventuele emolumenten van de beheerders worden gezamenlijk vastgesteld door de Regering en de Waalse Regering.

Art. 8. Binnen een termijn van een maand vanaf de inkrachttrading van dit decreet bepaalt de Regering de statuten van iedere der vijf vennootschappen, op eensluidend advies van de Waalse Regering.

De statuten bestaan uit minstens volgende bepalingen en opgaven :

- 1° de aanstelling van de vennoten;
- 2° de benaming van de vennootschap, overeenkomstig artikel 3, eerste lid;
- 3° de aanduiding van de zetel, overeenkomstig artikel 3, tweede lid;
- 4° het doel, overeenkomstig artikel 5;
- 5° de aanduiding van de natuurlijke personen, die gemachtigd zijn de vennootschap te beheren, te verbinden en te vertegenwoordigen; de omvang van hun bevoegdheden en de wijze van hun uitoefening onder toezicht van de raad van beheer;
- 6° het begin en het einde van ieder boekjaar;
- 7° de duur van het mandaat van de beheerders en van hun plaatsvervangers in geval van ontslag, afzetting of overlijden;
- 8° de toekenning van de stemmen aan de verschillende vennoten;
- 9° in geval van vereniging van meer dan drie in artikel 4,

§ 2 bedoelde overheden, de oprichting en de werkingswijze van een orgaan dat ze vertegenwoordigt.

De raad van beheer van iedere vennootschap, die een beslissing neemt bij volstreekte meerderheid der stemmen van de aanwezige leden en van de aanwezige vertegenwoordigers van de Regering, kan de statuten wijzigen.

Deze wijzigingen worden door de Regering goedgekeurd, op eensluidend advies van de Waalse Regering.

HOOFDSTUK III. — *Controle en toezicht*

Art. 9. § 1. Iedere vennootschap is onderworpen aan het controlebeleid van twee commissarissen die respectievelijk door de Regering en de Waalse Regering aangesteld zijn.

De commissarissen wonen de vergaderingen van de raad van beheer van de vennootschap bij met raadgevende stem en beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden om hun opdracht uit te voeren.

§ 2. Iedere commissaris beschikt over een termijn van vier vrije dagen om een gemotiveerd beroep te doen tegen elke beslissing die hij acht tegenstrijdig te zijn met de reglementering, de statuten en het algemeen belang. Het beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen begint op de dag waarop de beslissing genomen is behalve indien de commissaris niet regelmatig uitgenodigd werd overeenkomstig de statuten, in welk geval het termijn begint op de dag waarop de beslissing hem betekend werd bij aangetekende brief.

§ 3. Iedere commissaris dient zijn beroep in bij de Regering die hem aangesteld heeft volgens de voorwaarden en de modaliteiten die er door vastgesteld zijn.

Wanneer het beroep bij de Waalse Regering ingediend is, wordt dit beroep de zelfde dag aan de Regering betekend.

De Regering kan de beslissing nietig verklaren op eensluidend advies van de Waalse Regering binnen een termijn van dertig dagen, die begint op de zelfde dag dan de in paragraaf 2 voorziene termijn. Indien, na deze termijn, de Regering de beslissing niet nietig verklaard heeft of geen eensluidend advies van de Waalse Regering ontvangen heeft, is de beslissing definitief.

§ 4. De beslissing tot nietigverklaring is gemotiveerd en wordt aan de vennootschap betekend.

HOOFDSTUK IV. — *Begroting en rekeningen*

Art. 10. Het vermogen van de krachtens artikel 3 of artikel 12 opgerichte vennootschappen zijn de volgende, met name :

- 1° de door de vennoten toegekende toelagen;
- 2° de opbrengsten voortkomend uit het patrimoniumbeheer;
- 3° schenkingen en legaten;
- 4° leningen.

Art. 11. Ieder jaar, in de loop van het eerste trimester, wordt de begroting door de raad van beheer opgemaakt.

Het begrotingsjaar stemt overeen met het kalenderjaar. Hij legt de begroting ter gezamenlijk goedkeuring voor aan de Regering en aan de Waalse Regering, alsook , ter informatie, de periodieke situaties en een jaarlijks verslag over de activiteiten van de vennootschap.

Ten laatste voor 30 april, maakt hij de jaarlijkse uitvoeringsrekeningen van zijn begroting op, alsook de situatie van de activa en passiva op 31 december van het betrokken jaar en stelt de rekeningen van de vennootschap voor aan de Regering en aan de Waalse Regering, die ze gezamenlijk vaststellen.

Voor het begrotingsjaar 1993 wordt de begroting opgemaakt in de loop van het derde trimester en de jaarlijkse rekeningen van zijn uitvoering voor 31 december.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 12. Enkel een decreet kan iedere van de in artikel 3 bedoelde vennootschappen bevoegd maken voor de oprichting van of de deelneming aan de oprichting van publiekrechtelijke vennootschappen, die in elk geval als opdracht hebben de aankoop, de valorisatie, de onderhoud, het beheer en de oprichting, zonder winstbejag, van schoolgebouwen van het door de overheid georganiseerd onderwijs.

De ambtsgebieden van de in het eerste lid bedoelde vennootschappen worden door de Regering bepaald. Deze ambtsgebieden bevinden zich volledig binnen de in artikel 3 bepaalde territoriale grenzen.

De statuten van de in het eerste lid bedoelde vennootschappen moeten goedgekeurd worden door de Regering, op eensluidend advies van de Waalse Regering.

Zij moeten onder meer voorzien dat de vennootschappen de goederen niet mogen vervreemden, die niet meer nodig zijn voor de onderwijsinstellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra bestemd voor het door de overheid georganiseerd onderwijs.

De provincies en gemeenten mogen bij de oprichting van deze vennootschappen betrokken zijn.

Art. 13. De door of krachtens dit decreet opgerichte vennootschappen kunnen, rekening houdend met de machtiging van de Regering, ontegenen wegens het algemeen nut overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake ontegeningen ten algemene nutte.

HOOFDSTUK VI. — *Inkrachttreding*

Art. 14. Dit decreet wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen,
Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN